

La contribution du droit penal de l'environnement a la repression des atteintes a l'environnement au Benin

Citation for published version (APA):

Tchoca Fanikoua, F. (2012). *La contribution du droit penal de l'environnement a la repression des atteintes a l'environnement au Benin*. [Doctoral Thesis, Maastricht University]. BOXPress. <https://doi.org/10.26481/dis.20121115ft>

Document status and date:

Published: 01/01/2012

DOI:

[10.26481/dis.20121115ft](https://doi.org/10.26481/dis.20121115ft)

Document Version:

Publisher's PDF, also known as Version of record

Please check the document version of this publication:

- A submitted manuscript is the version of the article upon submission and before peer-review. There can be important differences between the submitted version and the official published version of record. People interested in the research are advised to contact the author for the final version of the publication, or visit the DOI to the publisher's website.
- The final author version and the galley proof are versions of the publication after peer review.
- The final published version features the final layout of the paper including the volume, issue and page numbers.

[Link to publication](#)

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal.

If the publication is distributed under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license above, please follow below link for the End User Agreement:

www.umlib.nl/taverne-license

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us at:

repository@maastrichtuniversity.nl

providing details and we will investigate your claim.

Download date: 05 May. 2023

La contribution du droit pénal de l'environnement à la répression des atteintes à l'environnement au Bénin

Propositions en appendice à la thèse (TCHOCA F. François)

1. Renforcer les capacités des Magistrats et les agents de constatation, de surveillance et de contrôle en moyens humains, techniques et scientifiques apparaît absolument nécessaire pour une politique pénale cohérente et efficace.
2. Engager le processus d'élaboration d'un code de l'environnement s'inspirant de l'expérience des pays qui ont précédé afin de doter le Bénin d'un code.
3. Réformer le cadre juridique et en particulier le code de procédure pénale et le code pénal en intégrant dans ce dernier des incriminations écologiques.
4. Recourir dans le cadre de la définition d'une politique pénale le plus largement possible aux peines de substitution, qui semblent mieux adaptées au droit pénal de l'environnement. Ainsi, par exemple le juge répressif aura souvent recours aux travaux d'intérêt général afin de faire travailler gratuitement les condamnés en faveur de la protection de l'environnement, solution bénéfique à la société, qu'une peine d'emprisonnement.
5. Organiser des concertations périodiques entre tous les acteurs impliqués dans la procédure pénale pour harmoniser les points de vue :
 - Faire un bilan des actions en cours (prévention et répression) ;
 - Partager les priorités de politique pénale définies par le parquet ;
 - Mettre en œuvre les mesures d'accompagnements destinées à faciliter et à rendre plus efficace l'application de l'arsenal législatif et réglementaire tel qu'il aura été modifié ou adapté.
6. Renforcer les capacités des associations de défense de l'environnement.
 - Rendre publique lesdites associations (cour d'appel territorialement compétente) après agrément de l'autorité compétente ;
 - Sensibiliser sur les possibilités qui leur sont offertes pour ester en justice.
7. Rendre effective l'application des conventions internationales environnementales :
 - Mettre en place un mécanisme en assurant un meilleur suivi des conventions internationales environnementales;
 - Diffuser et vulgariser lesdites conventions internationales.

8. Définir une politique pénale, limitant la transaction pénale aux faits d'une faible gravité et aux situations qui ne résultent pas d'un acte manifestement délibéré et informer le juge de sorte que les infractions d'une extrême gravité pourront faire l'objet de poursuites systématiques devant la juridiction pénale.

9. Rendre plus efficace la lutte pour la protection de l'environnement, en combinant dans l'élaboration des incriminations les théories de la pénalisation directe et de la pénalisation indirecte.

10. Développer dans le cadre de la pollution transfrontière, une coopération régionale axée sur le règlement des contentieux de l'environnement au regard des textes existant et au besoin saisir un tribunal arbitral ou une cour internationale de règlement des conflits.

11. Rendre effective la responsabilité pénale de personne morale à travers une loi spécifique ou dans le code pénal.